

Editorial

Le lait suisse est-il dans l'impasse?

Richard Etienne

Rubrique Economie



On entend depuis peu beaucoup parler de lait de dromadaire made in Switzerland. Un Zurichois s'est en effet lancé dans la production du nectar de camélidé. Un compatriote l'a imité aux alentours de Saint-Gall. Un bon pari: leurs briques inédites, qui proposent une denrée salée pauvre en matières grasses et riche en valeurs nutritives, s'écoulent à des prix largement supérieurs à de leurs cousines ringardes qui contiennent du lait de vache. Un beau produit de niche.

D'aucuns misent sur la vente directe: supprimer un intermédiaire permet de réduire les coûts. Mais il faut avoir des camions, du temps et de l'énergie. Beaucoup jouent la carte du terroir. La traçabilité fait vendre, surtout quand on garantit au client que le bétail paît à l'air libre et bénéficie de fourrages du bercaïl. C'est plus écolo que du lait chinois. Jeudi, Swissmilk distribuera des milliers de verres de lait dans les écoles du pays pour rappeler aux élèves les vertus de l'or blanc. Et désormais, en France, des producteurs proposent aux foules de fixer elles-mêmes le prix du berlingot.

«Le nombre de producteurs s'effondre depuis des années (...). Dans ce cadre, le franc fort paraît mortifère»

Les initiatives ne manquent pas. Les difficultés non plus: les Suisses boivent toujours moins de lait, près de quatre fois moins qu'en 1950. Le beurre aussi n'intéresse plus; sans doute est-il trop gras pour les végétariens qui pullulent. Les fromages se portent mieux, mais ils ne peuvent inverser la tendance: le nombre de producteurs s'effondre depuis des années et ils seraient encore surnuméraires. Dans ce cadre, le franc fort paraît mortifère.

Car la niche, comme son nom l'indique, ne peut gommer les années difficiles. Les produits labélisés Genève Région - Terre Avenir (GRTA) des Laiteries Réunies de Genève cartonnent par exemple, mais ils n'empêchent pas les ventes globales et les effectifs de cette PME de s'écrouler. L'institution centenaire n'est plus ce qu'elle était, la branche laitière en Suisse non plus. **Page 3**

L'image du jour Un «homme-courge» lors des célébrations de Halloween à Kiev



VALENTYN OGIENKO/REUTERS

Réflexions

Choisir entre l'éolien et le nucléaire?

L'invité

Jean-Marc Blanc
Secrétaire général
de Paysage-Libre
Vaud



L'opposition à l'industrialisation destructrice de nos paysages par des centaines d'éoliennes géantes pouvant dépasser 200 mètres de haut n'est pas le seul fait d'une poignée d'irréductibles amoureux de la nature ou d'égoïstes. De nombreux Suisses - d'ailleurs plutôt favorables à une production électrique écologique -, s'étant informés sur les réalités de la politique éolienne fédérale et cantonale, ont pris conscience de ses conséquences négatives en termes économiques, financiers, sanitaires et environnementaux.

C'est particulièrement le cas dans le canton de Vaud, qui, à lui seul, serait censé supporter à terme plus du quart de l'effort éolien suisse. Grâce à ces opposants, qui se battent avec leur seule conviction et sans moyens financiers, aucune éolienne n'a encore été construite sur sol vaudois.

Ces citoyens sont également et naturellement amenés à s'opposer à la politique énergétique fédérale 2050, dont le vote final est intervenu ce mois d'octobre aux Chambres fédérales. La raison est que, faute de mieux, l'éolien prend actuellement dans la communication qui soutient cette stratégie fédérale une place totalement surdimensionnée.

A croire ce que répètent en boucle les lobbies éoliens et les politiques qui les soutiennent, il s'agirait d'un choix urgent et vital à faire entre l'éolien et le nucléaire. On a même entendu dire par un membre de notre Exécutif: «Il

faudra choisir entre les éoliennes et les radiations!» Des propos qui passent complètement à côté de la réalité. Pour mieux comprendre, il convient

«L'éolien est mis en avant par le monde politique au mépris de nos paysages et des habitants, parce que spectaculaire, symbolique et très à la mode»

de se référer à diverses sources d'information sérieuses, telles qu'UBS, l'Association des entreprises électriques suisses, Meteotest, le bureau d'ingénieurs-conseils Prognos ainsi que quelques personnalités politiques maîtrisant bien le dossier. En 2050, cible calendaire de la politique énergétique fédérale, ces sources affirment que la production éolienne devrait se situer entre environ 1,5% et 7% de l'électricité produite en Suisse. Il est évident que cela ne suffirait jamais à remplacer les quelque 40% produits actuellement par le nucléaire, sans parler de l'intermittence qui pénalise l'éolien et rend indispensable des moyens de production «de rechange» lors d'absence de vent.

L'éolien n'est donc en aucun cas «la solution». Il est pourtant célébré et mis en avant par le monde politique au mépris de nos paysages et des habitants, parce que spectaculaire, symbolique et très à la mode. Les promoteurs sont, eux, motivés par les subventions alléchantes, payées par le consommateur final à qui personne ne demande son avis.

Ecole vaudoise: ça ne peut pas continuer comme ça

L'invité

Julien Eggenberger
Enseignant,
président
du SSP Vaud
et député



Après trois ans de fonctionnement de la loi sur l'enseignement obligatoire (LEO) et son déploiement complet, il est plus que temps d'en faire un bilan.

Dans les cycles primaires, le renforcement de la dotation horaire et l'amélioration du statut du maître de classe ont fait leurs preuves. Malgré cela, la situation reste tendue. Ainsi l'intégration des élèves à besoins particuliers ne s'accompagne pas de renforts pédagogiques en suffisance alors que la loi sur la pédagogie spécialisée, qui devait simplifier les lourdes procédures actuelles, est bloquée par un recours. Par ailleurs, quelques élèves sans repères mettent parfois en échec les structures existantes et placent les enseignants face à des défis qui dépassent largement leur mission. Afin de les appuyer et de redonner un cadre propice au travail dans toutes les classes, une véritable politique socio-éducative doit être développée. Elle doit dépasser les prés carrés des différents services étatiques et permettre l'engagement de personnel éducatif dans les écoles.

Dans le secondaire, certaines carences de la précédente loi scolaire ont certes été corrigées (perméabilité plus grande entre voies et niveaux, système de promotion plus adapté, etc.), mais on constate aussi que les modalités de fonctionnement de la nouvelle voie générale peçoient nettement les conditions d'apprentis-

sage des élèves et de travail des enseignants. Dès le début, nous avons craint que certaines modalités ne rendent la tâche des maîtres de classe pratiquement impossible - ceux-ci ne voient presque plus leur classe -, que les élèves les plus fragiles se heurtent à l'apprentissage de deux langues étrangères et que les nouvelles directives sur l'évaluation couplées à un système d'options trop compliqué ne paralysent le système.

«Sans changements rapides, les promesses de la LEO ne seront jamais tenues»

Dès la rentrée 2013, et sans sortir du cadre de la loi, le Syndicat des services publics (SSP) a demandé des ajustements urgents. Ils n'ont été que très partiellement pris en compte. Plus grave encore: depuis une année, la situation est bloquée car les discussions entamées avec la direction générale sur des aménagements ont été unilatéralement suspendues. La mobilisation de ces dernières semaines aura eu pour première conséquence positive la reprise de ces travaux.

Sans changements rapides, les promesses de la LEO ne seront jamais tenues et le risque d'un échec est grand. S'il était envisageable qu'un nouveau système provoque une situation inconfortable dans un premier temps, celle-ci ne peut plus durer. Les enseignants se sont engagés avec énergie pour faire fonctionner le système, mais on ne peut compter sur leur seule bonne volonté et leurs compétences pour pallier ses défauts. Ils attendent des changements maintenant.

